

A S S E M B L É E   N A T I O N A L E

X I I I <sup>e</sup>   L É G I S L A T U R E

# Compte rendu

## Commission des affaires économiques

– Audition, ouverte à la presse, de Mme Anne Lauvergeon,  
présidente du directoire d'AREVA..... 2

Mardi  
14 décembre 2010  
Séance de 18 heures 15

Compte rendu n° 27

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

**Présidence  
de M. Serge Poignant**  
*Président*



La commission a auditionné **Mme Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'AREVA.**

**M. le président Serge Poignant.** Vous savez, madame la présidente, tout l'intérêt que notre commission porte à la filière nucléaire. Votre audition nous donnera l'occasion de revenir, non seulement sur son activité, mais aussi d'approfondir la réflexion que nous menons sur son devenir et celui de ses entreprises.

Je débute par l'actualité, avec l'ouverture du capital d'AREVA, que vous souhaitiez depuis longtemps et que le conseil de surveillance de l'entreprise a avalisé, samedi dernier, à hauteur de 900 millions d'euros, dont 600 millions en provenance du fonds souverain du Koweït. Êtes-vous satisfaite de cette recapitalisation ? Les montants levés vous paraissent-ils suffisants pour assurer les investissements du groupe ? Sera-t-il nécessaire, selon vous, de procéder à une seconde augmentation de capital ?

Par ailleurs, considérez-vous que « l'équipe de France » du nucléaire est pertinente, ou préféreriez-vous avoir toute latitude pour négocier avec d'autres groupes ?

S'agissant de la diversification de la gamme des réacteurs proposés par AREVA, quand les différents EPR en chantier seront-ils en fonctionnement ? Quand les autres réacteurs, ATMEA1 et KERENA, respectivement réalisés en partenariat avec Mitsubishi et E.ON, seront-ils commercialisés ?

**Mme Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'AREVA.** Je vous remercie de votre invitation, monsieur le président. La commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale a toujours été très attentive au nucléaire et, plus généralement, aux questions énergétiques. Je suis donc heureuse que cette tradition se perpétue avec l'expert que vous êtes.

Le nucléaire étant l'industrie du temps long, les problèmes qui le concernent doivent être posés de façon sereine et résolus avec détermination, en évitant les changements de cap trop fréquents. En ce sens, votre commission est un lieu idéal pour les évoquer.

AREVA aura dix ans en 2011. Sa stratégie est simple : être le leader mondial de la production d'énergie sans CO<sub>2</sub>, et réconcilier le nucléaire avec les énergies renouvelables, tous deux étant promis à un important développement. Leader mondial pour le premier, nous souhaitons devenir un grand acteur pour les secondes.

Les experts s'accordent à dire qu'il faudra produire deux fois plus d'énergie d'ici à 2050, tout en émettant deux fois moins de CO<sub>2</sub>. Il y a, bien sûr, d'énormes économies d'énergie à réaliser, tant dans les pays développés que dans les pays émergents ; mais il n'est pas moins clair qu'il faudra recourir massivement aux deux types d'énergies non émettrices de CO<sub>2</sub> – bien qu'elles n'aient pas été inventées à cette fin –, à savoir le nucléaire et les énergies renouvelables. Les synergies entre les deux sont d'ailleurs nombreuses, qu'il s'agisse des technologies ou des enjeux commerciaux ; ainsi, nous vendons du nucléaire à des électriciens qui veulent aussi se développer dans le domaine des énergies renouvelables. Le meilleur exemple est celui de Duke Energy, aux États-Unis. Depuis le début des années 2000, nous entretenons des relations significatives avec ce groupe s'agissant du nucléaire, et nous avons créé avec lui une *joint venture*, Adage, spécialisée dans la biomasse. C'est sur la base

de cette volonté d'un « *clean energy park* » qu'a été décidée la construction d'un réacteur EPR dans l'Ohio.

Notre stratégie est donc, en quelque sorte, une motion de synthèse entre le développement historique du nucléaire en France et la nécessaire production d'énergies renouvelables. Il ne s'agit pas, au demeurant, d'une démarche seulement politique, mais aussi d'une « offre business » porteuse d'un sens profond.

Lors de la création d'AREVA, en 2001, certains étaient sceptiques sur le modèle unique intégré, qui consiste à fournir aux électriciens l'ensemble de la chaîne nucléaire, depuis l'uranium jusqu'au recyclage, en passant par la construction de réacteurs et la maintenance ; aujourd'hui, ce modèle est devenu la référence pour nos concurrents, qui tentent de le mettre en œuvre.

On parle indifféremment de l'« industrie » ou de la « filière » nucléaire, sans savoir ce qu'il y a derrière ces mots. Une comparaison avec l'aéronautique permettra de mieux les comprendre. Si les électriciens étaient les compagnies aériennes, nous serions, nous, des fabricants assimilables à Airbus : nous ne produisons pas d'électricité – de la même manière qu'Airbus ne fait pas voler ses propres avions – ; nous fournissons seulement aux électriciens ce dont ils ont besoin pour leur production.

De même que les compagnies aériennes choisissent – chez Rolls-Royce, Pratt & Whitney ou Safran – les moteurs des avions qu'Airbus leur fournit, les électriciens choisissent – chez Alstom, Toshiba ou GE Energy – les turbines des centrales que nous leur livrons : chacun son métier. Si l'on a beaucoup parlé, dans le passé, d'une possible fusion entre AREVA et Alstom, nul n'a jamais songé à une fusion entre Airbus et Safran, laquelle empêcherait les compagnies de choisir les moteurs de leurs avions. Dans le même esprit, on a souvent parlé de réunir AREVA et EDF. Pour poursuivre la comparaison, la fusion d'Air France avec Airbus ferait évidemment progresser la part de marché que ce dernier détient chez Air France, mais il en irait tout autrement pour celles qu'il détient chez les concurrents d'Air France.

Je suis donc favorable à « l'équipe de France », monsieur le président, mais certains clients électriciens ne souhaitent pas acheter l'ensemble des solutions françaises : les schémas doivent donc rester à géométrie variable. Il faut une offre à la carte. D'autant que, pour répondre à une autre question que vous avez posée, nous proposons une gamme de réacteurs de génération dite III +, lesquels répondent à des normes de sécurité mises en place aux États-Unis et en Europe suite à trois événements majeurs : l'accident de Tchernobyl – même s'il n'eût pas été possible avec des réacteurs français de génération II –, Three Mile Island aux États-Unis et le 11 septembre 2001. Ces nouvelles contraintes obéissent à un principe simple : quoi qu'il arrive au sein d'un réacteur – y compris des événements aussi rares qu'une explosion d'hydrogène ou la fusion du cœur –, aucune fuite ne doit intervenir, ni dans l'air, ni dans le sol ; tout doit rester dans le bunker. De même, quoi qu'il arrive à l'extérieur – y compris des événements aussi improbables que la chute d'un avion de ligne, une bombe ou un missile –, l'intérieur ne doit subir aucun impact. Pour être honnête, seule une bombe nucléaire pourrait avoir de très lourdes conséquences ; mais son explosion sur un réacteur EPR n'est pas franchement l'hypothèse la plus envisageable.

Le réacteur franco-allemand EPR, a été conçu pour les besoins de pays comme la France et les pays européens, ainsi que de gros pays émergents ; si son emprise au sol est restreinte, sa puissance de 1 650 mégawatts est trop élevée par rapport à certains marchés ;

d'où la nécessité d'ATMEA1, réacteur de moyenne puissance que nous avons créé en 2007 avec Mitsubishi. Si le choix s'est porté sur ce groupe, c'est pour conjuguer les meilleures expériences possibles, mais aussi, nous ne le cachons pas, pour pénétrer le marché japonais et, au-delà, celui du sud-est asiatique.

Le *basic design* du réacteur ATMEA1 est à présent terminé, et nous sommes, avec ce modèle, dans la compétition finale en Jordanie. Au passage, cela fait neuf mois que ce réacteur est entièrement désossé devant les Jordaniens ; les rumeurs selon lesquelles il ne serait prêt que dans dix ou douze ans ne sont donc que pures fariboles. Je me demande, d'ailleurs, qui peut avoir intérêt à les colporter.

Le réacteur KERENA est un peu plus puissant qu'ATMEA1, puisqu'il développe 1 250 mégawatts. Les réacteurs EPR et ATMEA1 sont à eau pressurisée, comme les deux tiers des réacteurs ; KERENA, quant à lui, est à eau bouillante, les électriciens ayant chacun des préférences marquées pour l'une ou l'autre de ces deux technologies.

Nous travaillons également à des réacteurs modulaires beaucoup plus petits, de 100 mégawatts. Plus chers, ils répondront à d'autres types de demande.

Nous avons pour clients fidèles plus de 95 % des électriciens nucléaires déjà existants au sein des pays qui acceptent les contrôles intégraux des Nations Unies – c'est-à-dire, entre autres, ni l'Iran, ni le Pakistan, ni la Corée du Nord.

S'agissant des énergies renouvelables, notre objectif est de devenir un acteur de référence d'ici à 2012. Nous développons quatre activités : l'éolien *off shore* avec Areva Wind, les bioénergies – par la transformation des résidus végétaux en électricité, domaine dans lequel nous détenons 40 % du marché brésilien –, ainsi que le solaire thermique – solaire de concentration et sel fondu – avec AREVA Solar aux États-Unis. Dans cette activité, pour laquelle j'ai signé trois accords importants en Inde la semaine dernière, nous disposons de la technologie la plus prometteuse. Enfin, nous avons une *start-up* avec Hélion, spécialisée dans le stockage d'électricité. Thomas Edison est parvenu, il y a un siècle, à domestiquer les électrons dans le fil de cuivre, mais l'on n'a guère progressé en matière de stockage d'électricité : si nous réussissons à le faire, cela changera les équations des énergies renouvelables. Nous y travaillons beaucoup, car nous sommes convaincus que les meilleures technologies seront les gagnantes.

Notre carnet de commandes a été multiplié par 2,4 en cinq ans, notre chiffre d'affaires croît de 5 à 6 % par an, et notre résultat a toujours été largement positif. Notre développement est soutenu, comme en témoigne le contrat de 3,5 milliards de dollars signé avec la Chine lors de la visite du Président Hu Jintao. Nous avons également signé un accord avec China national nuclear corporation (CNNC) pour construire, en Chine, une usine de traitement-recyclage – équivalente à La Hague plus Melox. Enfin, la semaine dernière, en Inde, nous avons signé un accord avec Nuclear power corporation of India limited (NPCIL) pour la fourniture de deux réacteurs EPR, sur une série de six, et vingt-cinq ans de cycle pour les premiers réacteurs de technologie étrangère.

Nos efforts ont donc été considérables. Cela passe d'abord par les compétences humaines, sans lesquelles les capacités industrielles ne serviraient à rien. Nous avons 50 000 collaborateurs, dont 63 % en France. Nous avons embauché 26 000 personnes au cours des trois dernières années. Un réacteur EPR représente environ 2 000 emplois chez AREVA,

et quatre à cinq fois plus chez nos sous-traitants. L'industrie nucléaire, je le rappelle, connaît une forte expansion et emploie environ 120 000 personnes en France.

Pour former les personnels, nous avons installé notre campus européen à Aix-en-Provence ; par ailleurs, 3 à 5 % de nos effectifs sont des apprentis, car nous pensons avoir un rôle spécifique à jouer dans la formation en alternance. Enfin, nous investissons 10 % de notre chiffre d'affaires en recherche et développement, ce qui est essentiel si nous voulons continuer à faire la course en tête.

La France a la chance d'avoir quatre très grands acteurs dans le domaine de l'énergie : Total, EDF, GDF-Suez et AREVA, sans oublier le centre mondial de recherche qu'est le CEA. Une telle concentration est unique au monde. Notre vitrine technologique est composée de cinquante-huit réacteurs – 80 % de notre électricité étant d'origine nucléaire –, d'un réacteur EPR en construction et d'un autre en discussion à Penly, d'une usine de traitement avec La Hague et d'une usine de recyclage avec Melox ; par ailleurs, ce matin a été inaugurée l'usine d'enrichissement nouvelle génération, dite Georges Besse II. AREVA est donc un industriel un peu atypique, puisqu'il investit massivement en France ; ayant de surcroît lancé la troisième génération avant ses concurrents, il a un temps d'avance sur eux. Enfin, l'Autorité de sûreté nucléaire française jouit, au côté de l'américaine, d'une grande reconnaissance internationale.

Depuis un an, on entend dire que les acteurs doivent travailler ensemble, ce qui est vrai non seulement au niveau français mais aussi à l'international, où nous devons proposer une offre à la carte, adaptée à chaque situation. Selon les scénarios, il faudra construire de 140 à 540 gigawatts de puissance nucléaire nouvelle d'ici à 2030. Nous avons retenu un scénario intermédiaire de 350 gigawatts, qui, en pratique, suppose le doublement du nombre de centrales existantes dans le monde. Nous envisageons d'en construire un tiers – exclusivement dans les pays où les contrôles sont autorisés –, soit l'équivalent du parc français. Cela correspond donc tout à fait à nos capacités de production.

Ces nouveaux réacteurs seront construits, pour 80 à 85 % d'entre eux, dans les grands pays développés ou émergents, qui disposent déjà des infrastructures techniques et d'autorités de sûreté, et, pour 10 ou 15 %, dans des pays sans expérience du nucléaire – Pologne, Algérie, Maroc, Indonésie ou Thaïlande –, qui veulent que tout arrive en même temps : une autorité de sûreté formée par l'autorité française – laquelle a, dans le passé, formé les autorités chinoise et sud-africaine –, une aide dans le domaine légal, ainsi qu'un opérateur exploitant. Or, pour reprendre ma comparaison, de même que gérer un flux aérien n'entre pas dans les compétences d'Airbus, nous ne pouvons assurer l'exploitation des centrales. Il faudra donc trouver une solution.

Pourquoi, a-t-on entendu dire, ne pas vendre des réacteurs moins chers, mais de moindre qualité, de génération II, à ces pays ? La sûreté nucléaire, sujet sérieux s'il en est, repose sur la rencontre d'un *design* et d'un exploitant. Dans un nouveau pays nucléaire, les gens sont moins formés, et l'autorité de sûreté est par définition récente ; livrer, dans ces conditions de moindre sûreté, un *design* dont nous ne voulons plus est un drôle de raisonnement. Les réacteurs de génération II continuent d'exister, m'objectera-t-on. C'est juste ; mais, d'une part, nous les améliorons au cours de leur activité, et, de l'autre, il en va comme dans l'aviation : beaucoup d'anciens appareils dont la commercialisation ne serait plus autorisée voleront jusqu'au terme de leur durée de vie, qui est en moyenne de cinquante ans ; mais on n'en construit plus de pareils. En outre, dans le nucléaire, on construit une centrale pour les soixante années à venir. Il faut donc être plus exigeant qu'on ne l'était il y a

trente ou quarante ans. La négation de ce progrès continu est pour le moins gênante, d'autant qu'elle suppose un compromis avec la sûreté qui fait frémir, sans parler des conséquences sur l'image de l'entreprise, puisqu'il s'agirait de brader ce dont nous ne voulons plus. J'espère que l'on a dépassé l'époque où certains producteurs revendaient en Afrique le lait qui n'était plus accepté sur les marchés occidentaux !

Face à ces enjeux, nos investissements au cours de la décennie écoulée, et notamment depuis 2004, ont été équivalents à ceux réalisés dans les années 1970 après le premier choc pétrolier ; ils tombent d'ailleurs à point nommé, car la plupart de nos grands équipements étaient en fin de vie. Sans cet effort considérable, nous serions dans une impasse : je le rappelle, notre nouvelle usine d'enrichissement Georges Besse II a été lancée ce matin au Tricastin, et l'usine Eurodif fermera à la fin de 2012.

Ces investissements, qui nous permettront de rester leader non seulement en France, mais aussi pour tous nos clients à travers le monde, concernent, outre l'appareil productif, le recrutement et la formation ; ainsi, nous sommes devenus la deuxième entreprise la plus appréciée des ingénieurs. Tous ces efforts ont été autofinancés jusqu'en 2008 mais, dès 2004, j'avais dit qu'une augmentation de capital était nécessaire. Dans le nucléaire, avec des projets tels que Georges Besse II en 2005, la visibilité est claire.

Preuve que la ténacité paie, nous venons d'obtenir cette augmentation, à hauteur de 900 millions d'euros ; elle a été votée par notre conseil de surveillance et nous la soumettrons prochainement à l'assemblée générale, afin d'offrir les mêmes conditions à tous nos actionnaires. Alors qu'elle a été effectuée sur la base de 325 euros par action, notre certificat d'investissement s'est envolé, puisqu'il atteint aujourd'hui 360 euros, paradoxe qui tient à la dissipation des doutes que certains nourrissaient avant l'opération. Conformément aux options définies le 30 juin 2009, le groupe a assumé une partie de l'augmentation de capital, *via* la cession de T & D – réalisée dans de bonnes conditions, non seulement financières, mais aussi sociales – et celle de participations chez Total, GDF-Suez et Safran, en nous assurant, à chaque fois, que cela ne poserait pas de problème pour les entreprises concernées. Enfin, l'augmentation de capital réservée s'accompagnera de la mise en œuvre, dès 2011, d'un actionnariat salarié – ce dernier représente déjà 2 % de notre capital, et nous sommes très heureux de pouvoir le relancer.

S'agissant de « l'équipe de France », j'appelle de mes vœux, depuis longtemps, la refondation des relations avec EDF : dans les années 1970 et 1980, nous avons, il est vrai, évolué dans des mondes clos, à l'instar d'Airbus et d'Air France. Mais la part d'EDF dans notre chiffre d'affaires est tombée de 90 % à 25 %. Il faut donc redéfinir nos rapports : nous nous y employons, avec des progrès notables. Six groupes de travail ont été installés pour analyser les retours d'expérience sur les réacteurs EPR et ATMEA1, sur l'allongement de la durée de vie des centrales en France et leur coefficient d'utilisation, et sur la politique du cycle.

La France a la chance d'avoir quatre grands acteurs de l'énergie ; trois d'entre eux, Total, EDF et GDF-Suez, veulent investir dans le nucléaire. Si ce n'est guère étonnant pour EDF, ça l'est un peu plus pour GDF-Suez, et bien davantage encore pour Total. C'est en tout cas une excellente nouvelle pour le nucléaire. Dans ces conditions, présenter EDF comme le seul client est réducteur : essayons de jouer sur l'ensemble de la gamme, en associant tous nos partenaires, afin de nous développer à travers le monde.

Nous sommes résolument tournés vers les partenariats de long terme, comme ce fut le cas avec ceux de nos clients qui ont investi dans le projet Georges Besse II, puisque leurs contrats courent jusqu'en 2040 : il s'agit de GDF-Suez, de l'entreprise sud-coréenne Korea Hydro and Nuclear Power (KHNP), d'électriciens japonais et d'autres groupes avec lesquels nous sommes encore en discussion. J'ajoute que notre responsabilité est aussi d'entraîner avec nous, à l'international, beaucoup de PME ; pour ce faire, nous avons créé un label « Fournisseur AREVA » qu'ont reçu 419 entreprises dans onze pays européens.

Nous sommes engagés dans une dynamique industrielle solide, et nous avons investi au bon moment. Bien sûr, tout cela coûte cher ; mais, dans les années 1970, tous les investissements nécessités par le premier choc pétrolier ont été assumés par l'État, alors que l'on n'a plus à faire appel, aujourd'hui, au contribuable français.

Nos atouts sont uniques, et notre dynamique collective est grande. Mais je voudrais que cesse le jeu franco-français du dénigrement. Le contrat que j'ai signé en Inde est un bon exemple d'offre à la carte. Globalement, il a été salué par la presse indienne ; les quelques articles moins favorables provenaient, d'une part, des anti-nucléaires – ce dont nul ne s'étonnera –, et, de l'autre, de partisans des technologies indiennes. Mais, dans les deux cas, ces articles citaient le rapport de François Roussely. Comment pourrions-nous porter haut les couleurs de la France à travers le monde, si nos concurrents ou les opposants à nos projets s'appuient sur des propos tenus dans la salle même où je vous parle ? Il est faux de dire que le réacteur ATMEA1 ne sera prêt que dans dix ou douze ans, alors que l'examen par les autorités de sûreté françaises s'achèvera dès l'automne 2011 ! De telles affirmations, aussi fausses que gratuites, jouent contre l'intérêt national. Pardon de m'exprimer aussi franchement, mais l'expérience indienne m'a révélé que nous nous tirions allègrement des balles dans le pied – et je vous épargne l'ancien feuilleton des rumeurs d'un démantèlement d'AREVA.

**M. le président Serge Poignant.** Merci de votre engagement et de votre franchise, madame la présidente. Nous en arrivons à une première série de questions.

**M. Jean-Claude Lenoir.** Merci, madame la présidente, pour cette présentation qui a montré la passion qui vous anime.

Certains acteurs qui souhaitaient s'associer à la recapitalisation en ont été écartés, en particulier Mitsubishi et le Qatar. Est-ce à dire que vous envisagez une autre opération de recapitalisation, de sorte que cette mise à l'écart serait provisoire ?

Par ailleurs, on parle beaucoup de la création d'un pôle minier à la française. Y êtes-vous favorable, et, si oui, sous quelle forme et avec quelle ouverture capitalistique ? Un mariage avec le groupe Eramet est-il envisageable ? Qu'en est-il de vos interventions au Canada et en Australie ?

**M. François Brottes.** On n'est jamais déçu quand on écoute Anne Lauvergeon, qui a vu passer plusieurs présidents de la République et divers présidents d'EDF : cela donne une certaine expérience. Cette salle n'étant pas un abri, elle a vu se succéder le séisme Proglío et la réplique Roussely. (*Sourires.*) Nous préférons d'ailleurs auditionner les acteurs d'une même filière individuellement, afin d'éviter certaines tensions, comme ce fut le cas, récemment, avec ceux du photovoltaïque.

Notre commission est un lieu où l'on peut dire certaines choses que l'on ne dit pas forcément ailleurs. Air France aurait peut-être intérêt à fabriquer ses propres avions ; c'est en tout cas le raisonnement que pourrait tenir EDF en suivant votre comparaison, madame la présidente. Il a d'ailleurs été développé devant nous, mais je n'y reviens pas.

Par ailleurs, les Chinois nous ont souvent reproché de leur avoir vendu de vieilles voitures Peugeot dont nous ne voulions plus : lorsque l'on veut exporter une activité industrielle, il s'agit de vendre les outils les plus modernes ; sur ce point aussi, je comprends vos arguments.

Au passage, puisque vous avez dit que l'industrie du nucléaire était celle du temps long, je me permets d'ajouter qu'elle ne supporte pas l'impatience de certains candidats.

Nos concitoyens sont attachés à la transparence, ainsi qu'à la dimension publique du nucléaire. De fait, qu'il s'agisse du CEA, d'EDF ou d'AREVA, le pôle nucléaire français est né d'un volontarisme public qui garantit une certaine sécurité par la prise en compte, au-delà des logiques de profit, de l'intérêt général.

Ma première question porte sur l'uranium : la sécurité est-elle assurée en ce domaine, dont beaucoup d'opposants au nucléaire – en dehors de ceux qui veulent brader cette activité d'AREVA à des intérêts autres que nationaux ou européens – ont souligné la fragilité après les récentes actions terroristes en Afrique ?

Autre sujet : le transport de déchets entre la France et l'Allemagne, qui a suscité de vives émotions. Où en est-on dans le traitement des déchets ? Quelle est leur dangerosité ? Votre avis sera forcément jugé partial, mais le législateur, qui s'est souvent intéressé à ces questions, doit faire le point.

Les contrôles étant beaucoup plus nombreux et plus transparents qu'avant, on peut avoir l'impression que les incidents se sont multipliés. Cela dit, il vous a parfois été reproché de ne pas avoir réagi suffisamment tôt dans la détection de certaines menaces : quelle est votre point de vue ?

La quatrième génération, qui ne produirait plus de déchets, est-elle un rêve d'Icare ?

Enfin, le fabricant que vous êtes a-t-il un avis sur la manière dont nous exploitons les centrales, sachant que le nucléaire, composante majeure de notre *mix* énergétique, n'est guère efficace en consommation de pointe et très sollicité, par comparaison avec d'autres pays, en semi-base ? En d'autres termes, les centrales vous paraissent-elles bien exploitées ? On observe en effet, dans leur utilisation, des temps de latence parfois très longs. Sans vouloir semer la zizanie, la faute revient-elle, selon vous, au fabricant ou à l'exploitant ?

**M. Jean Dionis du Séjour.** Quelle analyse faites-vous de la défaite française contre les Sud-coréens aux Émirats arabes unis ? Nous avons en effet entendu plusieurs versions, notamment celle de M. Proglia, qui a invoqué une désorganisation de l'équipe de France ainsi qu'une inadéquation de l'offre. Je pense que nous devons mettre votre discours, très structuré, à l'épreuve de cet échec commercial majeur.

J'entends bien votre comparaison avec l'aéronautique et votre politique d'offre à la carte. Mais, à la suite de M. Proglia, nous nous demandons, après un tel échec, comment les rôles étaient répartis dans l'équipe de France : qui était le capitaine, s'il y en avait un ?



**M. Daniel Paul.** Quand je vous ai entendu citer les grands acteurs du secteur – Total, EDF, GDF-Suez, AREVA et le CEA –, je me suis dit que vous vous étiez convertie à la création d'un pôle public de l'énergie. L'État détient en effet 85 % du capital d'EDF, 34 % de celui de GDF-Suez, et il est largement majoritaire dans celui d'AREVA, sans parler du CEA ; en somme, il ne manque que Total. Bien évidemment, ma remarque est une boutade...

Il y a quelques semaines, j'ai rencontré vos syndicats européens, qui s'inquiétaient de la situation du groupe. Je leur ai demandé si la vocation d'AREVA était d'être ensemblier ou constructeur. Ils m'ont tous tenu le même langage que vous. Malgré tout, je me démarquerai de mes collègues ; en particulier, les difficultés rencontrées dans la construction de la centrale en Finlande ne nuisent-elles pas à l'image de votre groupe ?

Deuxième question : s'agissant des petits réacteurs modulaires de 100 mégawatts, quels sont les surcoûts, notamment pour le prix final de l'électricité ? Comment les pays concernés, qui sont un peu moins favorisés économiquement et socialement, feront-ils pour les assumer ?

Quels sont les derniers développements sur le chantier finlandais ? Y a-t-il des explications aux problèmes que vous rencontrez ?

J'en viens à l'augmentation de capital. 900 millions d'euros sont aujourd'hui acquis ; mais l'objectif était de 3 milliards. Quelle sera donc la suite de l'opération ?

Dernière question : on entend souvent dire que le coefficient de disponibilité des réacteurs en France pose problème. Pourquoi ces insuffisances de production par rapport aux capacités installées ?

**Mme Anne Lauvergeon.** Il a été décidé le 30 juin 2009, après une mission confiée à Jean-Cyril Spinetta, nouveau président du conseil de surveillance d'AREVA, de lancer un plan pour nous permettre de faire face à nos investissements. Ce plan comportait deux volets, l'un interne à l'entreprise et l'autre dépendant de l'État actionnaire. Le premier volet a été entièrement réalisé – nous sommes même allés au-delà : 5,5 milliards d'euros ont été rendus liquides. De son côté, l'État a convaincu des investisseurs de s'intéresser au capital d'AREVA. Il s'agit du fonds souverain du Qatar, du fonds souverain du Koweït et de MHI. Le troisième a été reporté ; par ailleurs, les demandes financières du Qatar ne correspondaient pas vraiment à ce que souhaitait l'État ; cela se fera donc avec le Koweït. Vous me demandez si un deuxième tour est nécessaire. Nous n'avons aucun problème de liquidité aujourd'hui, et nous n'en aurons pas dans les années à venir – je le dis sous le contrôle de notre directeur financier, qui vient d'être nommé par ses pairs directeur financier de l'année. Nous avons lancé trois emprunts obligataires et nous n'avons pas de dette majeure à rembourser avant 2016. Nous n'avons donc pas de problème aigu, même en cas de turbulences sur les marchés financiers. Notre note de crédit S&P risque néanmoins d'être dégradée, puisque l'augmentation de capital prévue par l'État n'est pas intégralement réalisée. L'entreprise ne peut pour autant passer son temps à élaborer des business plans à l'intention d'éventuels investisseurs... Ce qui va se passer dépend de l'État actionnaire – et non de moi. C'est l'État qui a choisi les actionnaires, même s'il nous appartenait de les convaincre. À lui de décider de la suite !

Vous me parlez de pôle minier à la française. Il y a une dizaine d'années, nous peinions à convaincre notre pays que l'énergie était éminemment stratégique. Aujourd'hui, c'est clair pour tout le monde. Même chose pour les matières premières – voilà pourtant des

années que je prêche dans le désert ! L'uranium – mais pas seulement lui – est stratégique : ce sont les réserves énergétiques de demain. On assiste depuis dix ans à une consolidation minière mondiale, avec la création de géants miniers comme Rio Tinto ou BHP. En France, il reste deux acteurs miniers : ERAMET et nous-mêmes. AREVA s'est hissé en 2009 au premier rang mondial des producteurs d'uranium. Nous sommes présents partout où il y a de l'uranium : au Canada ou au Niger, mais aussi en Namibie, en Afrique du Sud, au Gabon, en Centrafrique, en Australie, au Kazakhstan et en Mongolie. Nous détenons 26 % du capital d'ERAMET, ce qui est à la fois trop et pas assez – trop parce que c'est beaucoup d'argent, qui pourrait être investi ailleurs, et pas assez pour opérer une consolidation minière en France. En outre, nous sommes tous les deux présents dans un certain nombre de pays et il existe de vraies synergies entre nous. La constitution d'un pôle minier français – avec un contrôle public significatif – serait donc loin d'être absurde.

**M. le président Serge Poignant.** Pensez-vous à une fusion ?

**Mme Anne Lauvergeon.** Cela n'est pas de mon ressort, mais il est clair que c'est un vrai sujet.

Nous séparer de nos mines d'uranium serait en tout cas une énorme erreur stratégique. Ce serait la fin de notre modèle intégré et de notre capacité à remplir nos usines de transformation en France – autant dire une folie.

Air France doit-il fabriquer ses propres avions ? Posez la question à son président : il vous répondra « chacun son métier » ! Il y a suffisamment d'enjeux lorsque vous développez un métier à l'échelle mondiale pour ne pas multiplier vos métiers – le Concorde reste d'ailleurs le seul avion qu'ait fabriqué Air France. Si rien ne s'oppose donc à ce qu'un électricien fabrique ses propres réacteurs, il s'agit là aussi de métiers différents.

Quant à la transparence, c'est mon credo. J'ai ouvert les portes et les fenêtres de la COGEMA – qui avait longtemps été une sorte de bunker. La transparence est la seule méthode moderne pour faire fonctionner l'industrie nucléaire de manière durable. Le nucléaire ne doit pas être un tabou. Mais la transparence, c'est aussi un comportement éthique. L'accord que nous venons de signer en Inde représente environ 7 milliards d'euros. Il a été négocié sans la moindre commission – et nous tenons tout particulièrement à cette éthique : c'est notre ADN !

L'uranium est le pétrole du vingt-deuxième siècle. Il faut donc avoir des réserves partout dans le monde.

Sans surprise, le retour des déchets vitrifiés en Allemagne a en effet été mouvementé. Le Bundestag est en train de voter l'allongement de la durée de vie des centrales nucléaires, alors qu'il y avait un consensus pour les fermer plus tôt. Cela ne se fait pas sans heurt.

Vous l'avez dit, il y a de plus en plus de contrôles – et c'est très bien. Il faut que le gendarme soit efficace.

Vous me demandez si nos réactions sont suffisamment rapides. Sans doute faites-vous écho à ce qui s'est passé au CEA à Cadarache. De même, on nous a reproché, dans l'affaire de la SOCATRI, d'avoir mis trois heures à donner l'alerte. En général, les équipes veulent d'abord comprendre ce qui se passe – pour pouvoir le décrire. Ce n'est plus ce qu'on attend

de nous : il faut signaler toute anomalie, même si nous ne sommes pas capables de l'analyser. Le fax fera foi – tel est le monde d'aujourd'hui.

La quatrième génération est-elle le rêve d'Icare ? Non, elle est bien là : le prototype ASTRID va être lancé. Nous en assurerons l'ingénierie de la définition de l'îlot nucléaire et du contrôle commande. En revanche, cela relève bien du rêve d'Icare d'imaginer qu'il n'y aura pas de déchets. Quelle activité humaine n'en produit pas ? La fusion solaire elle-même, à supposer que l'on arrive à la reproduire, ferait des déchets.

J'en viens à ce que vous appelez la « défaite française » aux Émirats arabes unis. Il s'agit en fait d'une défaite française et américaine. Nous étions huit à démarrer, trois en lice pour la dernière compétition. Permettez-moi tout d'abord une remarque : si nous ne voulons concourir qu'à condition d'être sûrs de gagner, autant arrêter notre métier ! Cela ne peut être, comme on l'a entendu, la fin du monde et de l'industrie nucléaire française chaque fois que nous perdons quelque part ! Laissez-moi vous dire que nous perdrons encore un certain nombre de compétitions, parce que nous ne voudrions pas les gagner au prix où elles seront – et j'y tiens : gagner dans n'importe quelles conditions est une folie.

Une première version incrimine le « marketing » de l'équipe France : nous aurions été désorganisés et le produit n'était pas le bon. Nous étions, je le rappelle, trois dans la compétition : les Coréens, les électriciens américains et Hitachi et les Français. Pour être franche, nous avons toujours pensé que cela se jouerait entre les Américains et nous. Les Coréens ne pouvaient en effet justifier d'aucune expérience internationale, et le réacteur qu'ils proposent n'est pas de génération III.

Que s'est-il donc passé ? Lorsque j'ai annoncé en France que les Émirats voulaient faire du nucléaire, je me suis heurtée au scepticisme – comment un pays pétrolier pouvait-il être désireux de se lancer dans cette aventure ? Je suis allée voir le président d'EDF, car nous avions besoin d'un opérateur. Il était lui aussi sceptique ; et lorsque l'appel d'offres a été lancé, il a refusé de se joindre à nous. Nous avons dès lors deux stratégies : ne pas y aller ou y aller avec un autre opérateur. GDF-Suez a accepté d'être cet opérateur, puis Total nous a rejoints.

À l'époque, EDF et GDF-Suez étaient en compétition pour le deuxième réacteur EPR français. Si nous sommes toujours neutres par rapport au client, je me suis permis de dire à qui de droit que le choix qui serait fait ne serait pas sans incidence sur celui des Émirats. Et le Gouvernement a pris la décision de choisir pour la deuxième fois EDF... Une semaine plus tard, les Émirats me faisaient savoir que si notre technologie EPR était bien placée, nous n'avions pas le bon opérateur puisque notre gouvernement, lui, optait pour un autre électricien ! Ils souhaitaient comme opérateur EDF, qui n'était toujours pas prêt à y aller. Nous avons passé six mois à essayer d'infléchir la situation – avec des réunions à l'Élysée quasiment toutes les semaines. A la fin du processus, tout était parfait : nous avions trois opérateurs investisseurs : EDF, GDF-Suez et Total. AREVA ne venait qu'ensuite, puisque nous ne fournissons que l'îlot nucléaire. La leçon de tout cela est qu'il faut être bien conscient que ce que nous faisons en France est suivi de près à l'étranger !

**M. Jean Dionis du Séjour.** Pourquoi avons-nous perdu en finale, puisque tout était parfait à la fin ?

**Mme Anne Lauvergeon.** Entre-temps, les autres n'étaient pas restés inactifs ! Du reste, au prix où cela a été pris, il n'aurait pas été raisonnable d'y aller.

Vous me dites qu'il nous faut un ensemblier pour réussir. Mais alors pourquoi réussissons-nous en Chine ou en Inde ? Arrêtons de raisonner comme si seul un électricien nucléaire au monde était capable de construire des centrales. GNPC en Chine, NPCIL en Inde, les électriciens américains, EON l'ont fait. Dans les nouveaux pays du nucléaire, il nous faut certes un électricien qui ouvre la voie, avec une autorité de sûreté et un cadre légal. La France doit donc s'organiser, s'installer, et cela de manière très anticipée. Mais dans les pays qui ont déjà du nucléaire, qui représentent 80 % du marché, c'est à la carte !

Monsieur Paul, vous avez évoqué un pôle public de l'énergie. Si nos syndicats européens disent la même chose que nous, c'est qu'ils voient le marché mondial. C'est une grande erreur d'aborder le futur avec les recettes du passé : nous ne sommes plus dans les années 1970 ! Ce sont les pays émergents qui vont faire le plus grand nombre de centrales nucléaires – et notre enjeu stratégique, c'est d'y être !

J'en viens à la Finlande. Le chantier est maintenant bien avancé, et nous avons toujours été transparents sur les retards. Nous allons construire le réacteur en sept ans et demi. Je voudrais saluer les Finlandais : aucun autre pays européen n'aurait été capable de relancer une construction nucléaire en 2004 ! C'est leur ministre de l'environnement qui a pris cette décision après un grand débat au Parlement. La Finlande est l'un des pays les plus transparents au monde, et nous sommes très heureux d'y construire le premier réacteur européen de génération III+. Je vous fais passer un document comparant les temps de construction des différentes générations de réacteurs. Pour les réacteurs de génération II (900 MW), on est en moyenne à 64 mois. Pour les réacteurs de génération II (1 300 MW), la moyenne est à 80 mois. Pour la génération II des N4, la dernière construite en France, les temps de construction ont été de 150 mois pour le premier à 103 pour le dernier. À l'export, pour les quatre réacteurs que nous avons construits en Chine, nous étions en moyenne à 63 mois. Pour OL 3, le réacteur finlandais, nous sommes à 86 mois. Pour un premier du genre, ce n'est pas si mal... Pour Flamanville, nous sommes à 71 mois, et pour Taishan 1 et 2, à 46 mois – pile à l'heure pour le premier et en avance pour le second. Jamais nous n'avions su le faire sur le parc français ! J'entends parfois que la technologie EPR n'est pas constructible, que c'est trop compliqué... Mais ce sont exactement les mêmes plans et les mêmes réalisations. J'entends aussi que le réacteur EPR est trop cher – encore une critique franco-française qui profite directement à nos concurrents – et que l'AP 1000 est plus facile à construire et moins cher. Vous trouverez une comparaison entre les deux pour la Chine sur le site internet du ministère de l'énergie chinois, le NEA, et dont il ressort que nous sommes 16 % moins chers. En tenant compte des coûts de génie civil en Chine, qui sont bien sûr inférieurs à ce qu'ils sont en Europe, l'installation du site revient à 3 milliards d'euros. J'insiste donc : passer son temps à dire que le réacteur EPR est trop cher, trop sophistiqué, qu'il faut le simplifier, c'est agir contre nos intérêts. Il est vrai que l'on peut encore optimiser et que nous avons beaucoup appris du chantier finlandais – ce dont le chantier chinois a directement bénéficié. Maintenant, nous sommes prêts pour le reste du monde !

Quant au surcoût d'un petit réacteur, il est très difficile à évaluer. Je pense qu'il faudra le construire en usine, et non pas sur les sites – ce qui devrait nous permettre des économies d'échelle.

Le coefficient d'utilisation des centrales est un élément très important de la compétitivité du nucléaire. Aux États-Unis, ce coefficient est passé de 77 % au début des années 1980 à plus de 90 % aujourd'hui. Le taux d'utilisation des centrales françaises, lui, est inférieur à la moyenne mondiale. Il y a là un formidable gisement d'amélioration du système français. Comment améliorer ce coefficient d'utilisation ? L'optimal, ce serait que les

centrales ne s'arrêtent jamais. Puisqu'il faut les arrêter pour la maintenance et pour changer le combustible, il faut en tout cas que cela prenne le moins de temps possible. C'est d'ailleurs comme cela que nous sommes devenus numéro un aux États-Unis : l'accord que nous avons signé avec l'électricien nous donne un certain nombre de jours pour changer le combustible, avec un système de pénalités et de bonus. Cela se passe différemment dans le système français, où nous ne sommes pas responsables des changements de combustible et où les intervenants sont très nombreux. Les arrêts sont donc beaucoup plus longs. Nous pourrions mettre utilement à profit ce que nous avons appris à l'étranger... De même, il y a beaucoup de progrès à faire dans la chimie des circuits primaires et secondaires. Nous avons commencé à en parler avec EDF dans le cadre du partenariat stratégique. Il est en tout cas très satisfaisant pour nous de constater que l'on tire de plus en plus de capacités de nos réacteurs.

**M. Claude Gatignol.** Il est toujours agréable à la commission des affaires économiques d'entendre un grand capitaine d'industrie, Madame la présidente. Je voudrais tout d'abord vous dire que nous vous apportons tout notre soutien sur l'affaire des otages au Niger.

En ce qui concerne le capital, on a longtemps évoqué la place de Mitsubishi. J'étais à Tokyo quand vous avez signé le contrat qui débouche sur la conception du réacteur ATMEA1. La mise à l'écart de Mitsubishi va-t-elle perturber votre coopération sur ce réacteur ?

Vous êtes très performants sur le marché international des fournitures de combustibles. En tenant compte de Georges Besse II, quelle est votre part de marché nationale et internationale ? Auteur d'un rapport sur l'uranium pour le Haut comité pour la transparence et l'information nucléaire, je souhaiterais enfin savoir où en sont vos coopérations avec Rosatom.

Vous auriez pu citer une autre belle innovation, celle du creuset froid de la Hague, nouveau process, qui permet la vitrification dans de nouvelles conditions de la partie purement déchets. Débouchera-t-elle sur de nouveaux contrats pour le site de la Hague ?

On parle beaucoup de la modernisation du parc nucléaire français. Quelles sont les capacités de Saint-Marcel ?

La concurrence sur l'uranium se fait vive - les Chinois sont sur tous les « coups ». Comment gérons-nous cette difficulté ?

Enfin, la dérive idéologique anti-nucléaire de l'Allemagne ne nous perturbe-t-elle pas ? Les pays étrangers n'ont pas manqué de noter l'absence de démarche européenne sur le nucléaire.

**M. Jean Gaubert.** Pourriez-vous nous préciser comment le pacte d'actionnaires avec le Fonds souverain du Koweït va se nouer ? C'est important car si nos concitoyens acceptent plutôt le nucléaire, ils veulent un maximum de garanties. Or, le pôle public en est une très bonne. Il nous serait par exemple utile de savoir si les Koweïtiens peuvent se désengager au profit de quelqu'un d'autre.

Par ailleurs, je n'ai pas tout à fait compris comment fonctionnent les certificats d'investissement. Sont-ils cotés en Bourse ?

La R&D représente, avez-vous dit, 10 % de votre chiffre d'affaires. Pouvez-vous nous dire comment cela se répartit, notamment en ce qui concerne les énergies renouvelables, dont vous avez finalement assez peu parlé ?

**M. Alfred Trassy-Paillogues.** Merci pour cette audition « décoiffante », Madame la présidente. Vous avez raison d'être franche ; le dénigrement systématique de nos atouts et de nos compétences est un sport national qui devient insupportable – et qui ne touche hélas pas que la filière nucléaire. Vous auriez d'ailleurs pu aller plus loin et rappeler que M. Roussely est aussi banquier d'affaires et qu'il peut donc y avoir conflit d'intérêts...

Que comptez-vous faire en matière de biomasse, de traitement de fermentescibles ? Faites-vous des recherches dans ce domaine ? Avez-vous noué des partenariats de R&D avec d'autres acteurs de ces filières ?

Vous avez rendu l'entreprise AREVA attractive, pour les ingénieurs comme pour les candidats à la présidence. Nous ne pouvons donc que vous remercier pour tout ce que vous avez fait durant ces dix ans !

**M. Jean-Pierre Nicolas.** Vous avez affirmé que c'est la technologie qui fait la différence. Dans la mésaventure des Émirats, n'est-ce pas le prix ? Certains disent que le produit qui a été retenu par les Émirats est très en deçà de ce que vous proposiez, et que des avenants sont prévisibles. Qu'en est-il ?

Par ailleurs, la gamme des produits que nous proposons à la vente n'est-elle pas trop restreinte ?

**Mme Frédérique Massat.** Le Premier ministre du Qatar a affirmé que son pays étudiait une entrée dans le capital d'AREVA « à ses conditions ». Il a laissé entendre que vous connaissiez ces conditions. Quelles sont-elles ?

Henri Proglio a annoncé aujourd'hui qu'il voulait développer un réacteur nucléaire de 1 000 MW. Qu'en dites-vous ?

Vous avez parlé de l'actionnariat salarié et dit que vous n'étiez pas opposée à son renforcement. Cela signifie-t-il une mise en Bourse plus importante qu'aujourd'hui ?

S'agissant de l'augmentation du capital, le ministère de l'économie a annoncé qu'il y aurait sans doute un autre tour de table au printemps. Avez-vous déjà exploré quelques pistes ?

Un risque sismique a été évoqué pour ce qui est de l'Inde. Qu'en est-il exactement ?

Enfin, M. Roussely a remis au président de la République un rapport sur l'avenir de l'énergie nucléaire assorti de quinze recommandations. Que pensez-vous de celles-ci ?

**M. le président Serge Poignant.** Pour être précis, nous avons eu une synthèse de ce rapport.

**M. Lionel Tardy.** Je reviens tout d'abord sur la récente augmentation du capital d'AREVA. C'est la première fois qu'un investisseur étranger prend une participation dans votre capital. De fait, AREVA se trouve valorisé à environ 11,5 milliards d'euros.

Vos besoins de financement s'élevaient à environ 10 milliards à l'horizon 2012. Vous dites que vous n'êtes pas pressée de voir lever de nouveaux capitaux. La rumeur dit néanmoins que vous vendriez vos titres ST Microelectronics – dont vous détenez 11 % – au Fonds stratégique d'investissement. Qu'en est-il ? À moyen terme, le Gouvernement a précisé que des efforts seraient engagés pour coter les actions d'AREVA en bourse d'ici la fin du premier semestre 2011. Comment voyez-vous l'évolution d'AREVA, et notamment son affranchissement de la seule tutelle publique ?

**Mme Marie-Lou Marcel.** Je souhaite vous interroger sur les retards pris sur les chantiers EPR de Finlande et de Flamanville. Vous avez parlé de difficultés avec des sous-traitants. A contrario, vous vous êtes félicitée du travail des sous-traitants chinois pour la construction des deux EPR de Taishan. Pouvez-vous nous éclairer sur ces retards et sur leur nature ?

**M. François Loos.** Vous avez acquis il y a quelques années une usine au Creusot pour fabriquer les grosses pièces de chaudronnerie. Or, je viens d'apprendre que certaines de celles qui sont nécessaires en Chine sont fabriquées au Japon. Pourquoi ?

Quand on envisage de faire du nucléaire dans un pays comme les Émirats, il faut tôt ou tard traiter la question des déchets. Quelles solutions envisagez-vous ? Le modèle français est-il transposable ?

**M. Franck Reynier.** J'ai eu l'honneur d'inaugurer ce matin à vos côtés, Madame la présidente, l'usine Georges Besse II sur le site de Tricastin. L'accord qui a été annoncé garantirait que l'usine fonctionnera jusqu'à fin 2012. Pouvez-vous nous en préciser les termes ?

D'autre part, vous nous dites qu'il ne faut pas vendre à l'export des réacteurs que nous ne fabriquons plus. Je partage votre avis. Mais peut-on vendre des réacteurs qui ne sont pas construits chez nous ? Ne devrions-nous pas construire en France des ATMEA1 ou d'autres types de réacteurs ?

Enfin, je voudrais vous redire combien nous sommes sensibles au sort des Français qui ont été enlevés au Niger.

**M. le président Serge Poignant.** Avant de vous laisser répondre, Madame la présidente, je voudrais répéter que nous sommes particulièrement attachés à la sécurité. Cela fait partie de l'éthique, mais il en va aussi de notre crédibilité pour les marchés futurs.

**Mme Anne Lauvergeon.** Je remercie Claude Gatignol pour son hommage.

Un salarié d'AREVA, Daniel Larribe, et sa femme ont été enlevés au Niger en même temps que cinq salariés de Vinci. Il ne se passe pas un jour sans que nous pensions à eux. Nous avons pris la décision, avec les familles, de ne pas en parler publiquement. Certains ont dit que je manquais de compassion parce que je n'allais pas pleurer à la télévision ; je pense quant à moi que la compassion peut s'exprimer autrement.

Quid de MHI après leur sélection puis leur report ? Il est vrai que c'est un partenaire important, avec lequel nous développons le réacteur ATMEA1 et avons monté une *joint venture* sur le combustible – uranium et MOX – au Japon. Nous avons une relation solide, même si nous restons concurrents par ailleurs. J'espère que ces événements n'affecteront pas notre relation.

Pour ce qui est de Georges Besse II, le marché va croître. Nous visons donc un développement de notre part de marché. Nous avons d'ailleurs pensé ce matin qu'il serait préférable de parler désormais du Technoparc et non plus du site de Tricastin.

Je n'ai en effet pas parlé du creuset froid, innovation qui est le fruit de vingt-cinq ans de R&D et nous permet de prendre une longueur d'avance sur tout ce qui est recyclage des déchets.

Nous espérons bien décrocher de nouveaux contrats sur le site de la Hague : nous sommes en discussion avec de nombreux pays.

J'en viens aux capacités de Saint-Marcel. Nous sommes capables – et c'est une originalité – de fabriquer les équipements de nos centrales. Nous avons en effet repris la forge du Creusot et avons commencé à la moderniser pour qu'elle puisse à terme forger les grosses pièces du réacteur EPR que nous commandions jusque-là au Japon. Cependant, EDF a beaucoup diversifié ses fournisseurs, ce qui est un peu inquiétant pour Saint-Marcel comme pour le Creusot. Un appel d'offres pour 44 générateurs de vapeur a été lancé. Nous verrons à cette occasion si le pari industriel que nous avons fait est le bon...

Nous avons en effet des concurrents partout pour l'uranium. Nous restons à ce jour le premier producteur mondial, et ce dans des conditions éthiques irréprochables.

L'absence d'Europe est un vrai problème : nous avons encore vingt-sept politiques énergétiques. La politique énergétique européenne n'en est qu'à ses balbutiements alors que nous en aurions terriblement besoin – car face à nous il y a une politique américaine, une politique chinoise, une politique russe et une politique indienne !

M. Gaubert m'a interrogée sur le pacte d'actionnaires conclu avec la Kuwait Investment Authority (KIA). Ce pacte a été conclu entre l'État et KIA, qui détiendra 4,8 % du capital. KIA est pour nous une très belle signature : non seulement elle investit sur le très long terme, mais le Koweït a un programme nucléaire.

Nous avons des certificats d'investissement, issus de la fusion historique. L'État a décidé de les mettre en Bourse avant le mois de juin, ce qui assurera une liquidité et permettra, Madame Massat, de développer un actionariat salarié.

Nous consacrons l'équivalent de 10 % de notre chiffre d'affaires à la R&D, y compris pour les énergies renouvelables. Au total, nous avons déposé 8 000 brevets et mis au point 1 900 inventions depuis la création du groupe. Nous avons lancé en 2005 une politique de stimulation de l'innovation, avec des projets clés portés par les entités du groupe. En ce qui concerne les énergies renouvelables, nous sommes en plein développement : nous avons acquis cette année – pour environ 200 millions d'euros – la société Ausra, spécialisée dans l'énergie solaire. Nous développons également de la R&D avec le CEA, mais aussi – par exemple – avec l'Institut solaire du Rajasthan, province indienne qui bénéficie du meilleur ensoleillement au monde !

En ce qui concerne la biomasse, nous ne nous sommes pas investis sur les fermentescibles – nous ne pouvons pas tout faire – mais nous essayons de développer les partenariats avec les grands organismes de recherche, à commencer par le CEA, devenu Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives. Pour nous, les énergies renouvelables ne sont pas que du « politiquement correct » !



Quant à savoir s'il y aura des avenants au contrat avec les Émirats, c'est à KEPCO qu'il faudrait vous adresser...

Notre gamme de produits est-elle trop restreinte ? La question me fait sourire, car lorsque nous avons lancé les réacteurs ATMEA1 et KERENA, nous avons été sévèrement critiqués, y compris par l'État – nous devions, disait-on alors, nous concentrer sur la technologie EPR. Nous sommes aujourd'hui les seuls à avoir trois réacteurs de génération III + prêts. Il est vrai que tout réacteur doit être certifié par l'Autorité de sûreté, ce qui revient extrêmement cher, et qu'il faut être sûr d'avoir des clients. On ne peut donc étendre la gamme à l'infini.

Quant aux conditions auxquelles le Qatar serait prêt à entrer dans le capital d'AREVA, je ne connais que celles relayées par son banquier-conseil – coter l'uranium largement et pouvoir devenir un investisseur direct dans l'uranium – que vous avez reçu ici, et dont il ne m'appartient pas de commenter les propos.

Il y a déjà des certificats d'investissement cotés tous les jours, dont chacun peut se porter acquéreur.

J'en viens à la valorisation du groupe, Monsieur Tardy. À la création d'AREVA, en 2001, l'action était à 143 euros, et la moitié du sous-jacent correspondait à la valorisation de ST Microelectronics, arrêtée à 50 euros l'action. Cette dernière est aujourd'hui à 7,70 euros – le sous-jacent a donc presque disparu – et l'action AREVA à 360 euros. La valorisation ne fait donc aucun doute.

Il n'y a pas de risque sismique spécifique en Inde, Madame Massat. On peut construire des centrales nucléaires quel que soit le risque sismique, à condition de ne pas le faire sur une faille sismique – nous n'en avons d'ailleurs qu'un seul exemple, dans l'ex-Union soviétique, qui n'a pas été une grande réussite... Le site qui a été choisi en Inde ne pose pas de problème particulier. Il a été homologué par le ministère indien de l'environnement, connu pour être très exigeant.

Comme vous, je n'ai pas eu connaissance de l'intégralité du rapport Roussely, mais seulement d'une synthèse. Un certain nombre de ses quinze propositions sont de bon sens.

ST Microelectronics étant une société cotée en Bourse, je ne ferai pas de commentaire sur le sujet.

J'en viens aux retards dans les chantiers des réacteurs EPR. On peut regretter que toutes les leçons de l'expérience finlandaise n'aient pas été tirées à Flamanville. Il y a eu, c'est vrai, des difficultés avec certains sous-traitants, qui ont parfois du mal à suivre sur le plan technologique compte tenu du très haut niveau d'exigence des autorités de sûreté, que je ne remets nullement en cause. Les spécialistes du génie civil chinois semblent plus à l'aise...

Pour les grosses pièces de chaudronnerie, M. Loos peut être rassuré : nous avons entièrement confiance en l'usine du Creusot.

Que faut-il faire en matière de gestion des déchets dans les nouveaux pays nucléaires ? On ne peut envisager qu'ils construisent d'emblée l'ensemble d'une industrie nucléaire. La prolifération est basée sur deux éléments : les technologies et les matériaux. Récupérer les déchets des combustibles usés pour éviter toute utilisation autre est donc de bonne pratique. La loi du 26 juin 2006 nous empêche cependant de reprendre les combustibles usés et de

garder les déchets, même de faible quantité. Faut-il arbitrer différemment ? La question est aujourd'hui posée.

Nous avons obtenu qu'Eurodif s'arrête fin 2012 et non fin 2010. C'est un soulagement pour la région et pour les salariés. Aux termes de l'accord qui a été trouvé, EDF continuera à fournir un réacteur nucléaire au lieu des quatre existants. Compte tenu des conditions économiques, nous perdrons de l'argent cette année.

Pouvons-nous vendre des réacteurs que nous ne construisons pas chez nous ? J'aurais tendance à répondre oui. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait en Finlande. On nous a longtemps reproché d'obliger les Français à acheter avant de vendre aux autres : la démonstration est faite que ce n'est pas toujours le cas, même si nous préférons toujours que cela passe par la « case France ». En ce qui concerne la technologie ATMEA1, le sujet reste entier.

Rappelons-le, nous sommes un fournisseur de réacteurs et de sites. Il ne nous appartient pas d'édicter la politique énergétique de la France. Je n'ai jamais fait de lobbying en faveur des réacteurs en France, et je ne le ferai jamais. Nous connaissons notre identité ; nous ne cherchons pas à faire concurrence à nos clients ; nous ne produisons pas d'électricité. À chacun son métier !

**M. le président Serge Poignant.** Je m'associe à mes collègues pour apporter, au nom de la commission, notre entier soutien aux otages. Je vous remercie d'avoir répondu à toutes nos questions et de vous être exprimée si ouvertement.



**Membres présents ou excusés**

**Commission des affaires économiques**

Réunion du mardi 14 décembre 2010 à 18 h 15

*Présents.* - M. François Brottes, Mme Catherine Coutelle, M. Jean-Michel Couve, M. Jean Dionis du Séjour, M. Claude Gaignol, M. Jean Gaubert, M. Daniel Goldberg, M. Jean Grellier, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, M. Jean-Claude Lenoir, M. François Loos, Mme Marie-Lou Marcel, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Marie Morisset, M. Jean-Pierre Nicolas, M. Daniel Paul, M. Serge Poignant, M. Jean Proriol, M. Franck Reynier, M. Francis Saint-Léger, M. Lionel Tardy, M. Jean-Charles Taugourdeau, M. Alfred Trassy-Paillogues, M. Jean-Michel Villaumé

*Excusés.* - M. Gabriel Biancheri, M. William Dumas, M. Louis Guédon, M. Michel Lejeune, M. Philippe Armand Martin, M. Michel Raison

*Assistaient également à la réunion.* - M. Christian Bataille, M. Marc Goua